

LES OBSCURITÉS sur L'AFFAIRE de MELOUZA

Après un grand bruit autour de la tuerie de Melouza, destiné à exploiter cette affaire nationalement et internationalement contre la Révolution algérienne (l'appel du Président de la République s'adressait même presque directement aux gouvernants étrangers), un silence presque complet est fait à présent.

Or, les diverses informations parues montrent qu'il existe de nombreuses obscurités sur ce qui s'est passé. La demande du F.L.N. d'une commission d'enquête est restée sans réponse.

Nous avons voulu, dans l'article ci-dessous relever toutes les obscurités et contradictions qui sont apparues sur cette affaire dans les déclarations et informations fournies par des sources qui se trouvèrent sur place, plus ou moins longtemps après les événements.

La vérité reste encore à établir, mais il n'est plus possible de chercher à faire de Melouza une opération politique au profit de l'impérialisme français.

Onze personnalités (Barrat, Bourdet, Capitant, etc., etc...) ont signé, quelques jours après l'extermination de Melouza, un manifeste dans lequel on peut lire: « Malgré des informations qui paraissent assez sérieuses pour justifier une intervention du Président de la République, des porte-parole du F.L.N. n'ont pas hésité à imputer la responsabilité des massacres à des soldats français. Tant que le FLN n'aura pas apporté la preuve irréfutable de ses allégations, les soussignés continueront de penser qu'il s'agit là d'un acte inqualifiable dont une unité de l'A.L.N. s'est rendue coupable... » (1).

Mais si on lit tout ce qui a été écrit pour soutenir la thèse officielle, on s'aperçoit que le Président de la République a gardé pour lui ces « informations qui paraissent assez sérieuses ». Quant à celles qui ont été données, elles soulèvent plus de doutes qu'elles n'apportent de preuves:

1° Dès le premier jour, on a donné une explication avant même de donner des faits: Melouza se trouverait dans une « province M.N.A. » « Le Monde » du 1^{er} juin écrivait:

« Sous les ordres de Belounis, le grand chef M.N.A., deux « mintaguas » (régions) s'étaient constituées, l'une sous les ordres d'Achoun Ziane, dans la région de Djelfa, l'autre sous les ordres de Haoues... ».

Or ce même Haoues se trouvait à la Conférence de Presse que le F.L.N. tint à Tunis le 3 juin et répondit aux questions de tous les journalistes présents.

D'ailleurs, quelques jours plus tard, une nouvelle version était donnée comme résultat de l'enquête: il ne s'agissait pas d'une région M.N.A. mais d'une région ralliée aux Français. (*Le Monde*, 7 juin.)

Faut-il une enquête policière pour savoir si une région est pour ou contre les Français?

2° Néanmoins, cette remarque serait de peu de poids si les témoins et les survivants avaient clairement et immédiatement reconnu des combattants de l'A.L.N. Mais au lieu de cela, la seule information transmettant, immédiatement après la tuerie, le témoignage d'un survivant dit: « Un chauffeur de taxi qui conduisait plusieurs personnes à M'Sila fut arrêté et son auto incendiée. Il a fait le récit suivant: « Ils (il dira toujours « ils » en parlant des rebelles) nous attachèrent... » » (*Le Monde*, 2-3 juin.)

C'est le correspondant du « Monde » qui souligne que ce chauffeur de taxi dit « ils », pas une fois il ne parlera de l'A.L.N. ou du F.L.N. Est-il possible que ce soit un hasard sans signification?

Depuis, de nombreux Algériens ont été arrêtés dans la région, mais aucune « preuve irréfutable » (sauf des aveux qui auraient été faits!) n'a été donnée de leur appartenance ou de leur soumission au F.L.N.

Enfin le journaliste tunisien, Ben Saïd, est allé sur place, a interrogé des témoins et le seul rescapé restant, les autres ayant été évacués. Il écrit:

(1) Nous ne citons que cette déclaration. Mais toutes les organisations et « personnalités », sauf le P.C.F. ont emboîté le pas au Président de la République.

« Dès que nous tournons le dos, la vieille femme s'arrêtait de parler, prend à part un interprète militaire et lui dit: « Je leur ai bien dit ce qu'il fallait; alors on va bien me donner maintenant quelques chaussures pour mes enfants... »

« ...Ce qu'on peut dire sans aucune réserve à propos de ces témoignages, c'est qu'ils donnent trop souvent dans le ton de la leçon apprise, qu'on récite. Dès que l'on « pousse » un peu l'interlocuteur, il tombe dans la confusion. » (*France-Observateur*, 13 juin.)

3° Voyons maintenant comment il a été répondu à une question qui ne pouvait pas ne pas être posée: « Comment est-il possible qu'un groupe armé important occupe des villages durant toute une journée sans que les troupes françaises interviennent? »

La multiplicité des réponses est telle qu'il est impossible que la vérité ne soit pas ailleurs.

« Vers 18 h. 30, la tuerie commença. Bien que distant de 3 kilomètres seulement, le poste militaire voisin ne pouvait être alerté par les coups de feu, la haute arête rocheuse faisant écran entre lui et Melouza. » (*Le Monde*.)

Bon! Seulement le même journal nous dit: « Qu'un certain nombre de bergers parvinrent à s'enfuir en se faufilant entre les guetteurs [des assaillants] ».

Et aucun d'eux n'aurait prévenu ce poste distant de 3 kilomètres? Ni aucune femme, aucun enfant non prisonniers? Plus tard on nous dira effectivement qu'ils avaient « alerté » l'armée.

Le vendredi 31 mai, devant des journalistes venus d'Alger à Melouza en hélicoptère, le capitaine Combette, commandant du secteur local, déclara:

« Mardi dernier, nous vinmes en reconnaissance jusqu'aux crêtes qui dominent le douar. Tout était calme ainsi que le constata aussi l'observateur aérien qui tournoya au-dessus de la contrée. Rien n'indiquait le drame qui se préparait. » (Correspondant particulier du « Monde », 2-3 juin.)

Mardi 28 mai est le jour de la tuerie. Des groupes d'hommes armés circulaient avec des prisonniers, des mechtas flambaient. Le capitaine Combette n'a rien vu: tout était calme, c'est très surprenant.

Mais ce qui l'est encore bien plus, c'est que le seul document officiel relatant les faits contredit entièrement cette version. Le Commandant Roux, directeur du Service de Presse de la X^e Région militaire, fit le jeudi 7 juin un exposé devant les journalistes sur l'action des troupes pendant les événements. (« Le Monde », 8 juin.)

« Le mardi 28 mai le capitaine Combette, avec vingt-sept hommes répartis dans deux automitrailleuses et deux half-tracks, se trouve dans la région de Kasbah-Melouza, où il doit inaugurer une piste. Mais, des mouvements suspects lui ayant été signalés, il demande une reconnaissance aérienne de la région, ne disposant lui-même que d'un petit nombre d'hommes. Un piper-cub est envoyé. Vers 10 heures il est avisé par le radio de l'avion que quelques mechtas sont en feu dans la région de Kasbah-Ain-El-Hamine et que des corps de musulmans ont été aperçus sur le seuil de certaines maisons.

Vers 15 heures un avion de chasse T-6 survole de

nouveau la mechta Kasbah sans rien voir d'autre qu'une certaine agitation dans le village et beaucoup d'hommes, dont certains le saluent avec leur turban. Les prisonniers, devait-on apprendre plus tard, étaient dans les maisons, et les rebelles — en uniforme — avaient revêtu leurs djellabas. »

Il s'agit du même capitaine Combette qui déclarait sept jours avant que « tout était calme ».

Donc, on a d'abord dit que les troupes ne savaient rien parce qu'elles n'avaient rien entendu. Puis qu'une reconnaissance du capitaine Combette était à proximité mais que tout était calme et que son observateur aérien n'avait rien vu de suspect. Puis que ce capitaine avait été informé dès 10 heures du matin. Ne serait-il pas urgent de demander à l'armée et spécialement au capitaine Combette de s'expliquer sur ces versions successives et contradictoires?

4° Pourquoi l'armée n'est-elle pas intervenue durant toute la journée, puisqu'elle admet maintenant avoir été prévenue depuis 10 h. du matin (le massacre n'a eu lieu que le soir vers 20 heures)?

Le lieutenant Dubosc et le capitaine Combette ont répondu à cette question posée à plusieurs reprises par des journalistes (« *France-Observateur* », 13 juin.)

« Pas assez d'hommes, pas d'ordre supérieur. » « Je ne pouvais pas risquer mes hommes; on ne savait jamais il « en » restait peut-être encore; je ne tenais pas à me faire étriller. »

Il faut faire plusieurs remarques. Le lieutenant Dubosc dit: « J'étais à la tête de six engins blindés et de 24 hommes. Le capitaine aussi. » Douze engins blindés et une cinquantaine d'hommes restent à ne rien faire!

D'autre part, le lieutenant Dubosc dit que le mercredi 29, à 6 heures du matin, lorsqu'il apprit qu'il y avait 100 morts, il envoya « un message à l'Etat-Major qui n'a pas dû me croire; moi-même d'ailleurs employais le conditionnel ».

Ce qui laisse l'impression que l'Etat-Major n'était pas informé ou ne s'intéressait pas à l'affaire. Or, le capitaine Combette l'avait informé depuis le mardi matin et l'Etat-Major avait envoyé des renforts. C'est d'ailleurs ce même lieutenant Dubosc qui dit que l'Etat-Major ne le croyait pas, qui les commandait. Le commandant Roux déclare en effet:

« Le commandement de M'Sila lui envoie en renfort trois half-tracks, deux automitrailleuses et une jeep, placés sous le commandement du lieutenant Dubosc. »

Lorsqu'on lit ce qui s'écrit sur les opérations militaires en Algérie, où des patrouilles de quelques hommes, des ratisages, etc., sont déclenchés dès qu'on apprend la présence de fellaghas, on est obligé de s'étonner d'une telle passivité!

Cette explication de la faiblesse locale des Français s'expliquait par leur faiblesse générale dans le secteur. Bien qu'il soit difficile d'avoir des informations précises sur ces questions, il faut néanmoins noter que « Melouza est aussi un des lieux du trafic d'armes, située sur la « route des Panthères », voie de passage menant de Tunisie en Kabylie. » (« *Le Monde* », 1^{er} juin.)

Est-il vraisemblable qu'une telle voie de passage soit laissée « ouverte »?

5° Comment se fait-il que des « fellaghas » soient restés une journée entière dans un village, même d'accès difficile, aient retardé l'extermination jusqu'au soir après avoir vu à 10 h., puis à 15 h. des avions les survoler — sans parler que leurs guetteurs ont peut-être vu la colonne du capitaine Combette?

Ne semble-t-il pas qu'ils savaient n'avoir rien à craindre de la part des Français?

6° A ces faits s'ajoutent ce qui s'est passé après que l'armée ait été informée et qui n'est pas moins louche. Du mardi 28 au jeudi 30 au soir l'information a été étouffée. Pourquoi? Le commandant Roux donne l'explication suivante:

« A 12 h. 20 [jeudi], un premier télégramme,

(Suite page 4.)